

La démocratie inachevée

Autor(en): **Sallin, Luisa**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **85 (1997)**

Heft 1404

PDF erstellt am: **07.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-281191>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LA DÉMOCRATIE INACHEVÉE

L'Union Interparlementaire, l'organisation basée à Genève qui regroupe 135 parlements, l'affirme: «En 1997, les femmes n'occupent que 11,7% des sièges parlementaires dans le monde et 7,1% seulement d'entre elles président des assemblées». Et d'ajouter que ces chiffres traduisent l'écart considérable qui sépare hommes et femmes en matière de pouvoir politique.

«De fait, la politique résume la manière dont la société fonctionne», note: Christine Pintat, responsable avec ses consœurs Thanh Huyen, Balmer-Cao et Elisabetta Pagnossin-Aligisakis de l'étude comparée «Hommes et femmes en politique: la démocratie inachevée». Document exhaustif qui souligne que «les femmes devront tout d'abord conquérir une part égale du pouvoir au sein des partis politiques si elles veulent combler le fossé au niveau du parlement». Puisqu'à ce jour, la gente féminine est très représentée parmi les militantes de base, mais ne représente que 10,8% des chefs de partis et moins d'un tiers des effectifs de leurs comités directeurs.

Considérées comme des partenaires

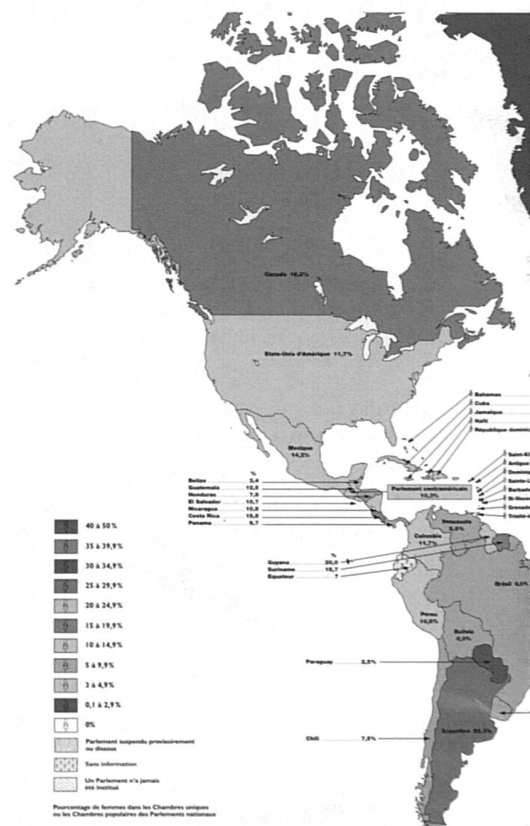
Exception faite des pays nordiques, les Etats ont une gestion politique qui exclut près de la moitié des ressources et talents humains: en l'occurrence ceux de leurs citoyennes. «Les pays nordiques ont eu une évolution sociale, une culture qui a été déterminée par le fait que les femmes sont considérées comme des partenaires au travail», estime Christine Pintat. Qui cite en exemple l'arrivée massive des femmes dans les médias, «ce qui a certainement contribué à changer un peu la dynamique et le discours politique». Mais notre interlocutrice insiste: «il reste dans le monde politique, un blocage au niveau des partis, et curieusement dans les pays qui vantent les plus anciennes traditions démocratiques». Et de citer la France et l'Afrique du Sud qui comptent respectivement 6,4% et ... 25% de femmes au parlement ! «Il est clair que des pays qui ont subi de profonds changements: indépendance,

accès d'une communauté à l'égalité, comme ce fut le cas du peuple noir en Afrique du Sud, etc, fait que les hommes renvoient moins facilement les femmes à leurs casseroles!». La Suisse compte 21% de femmes à la Chambre basse.

L'étude de l'Union Interparlementaire a ceci d'original, qu'elle analyse, pour la première fois, quelque 1000 partis politiques, les incitant au passage à dévoiler enfin la place qu'ils réservent à leurs membres féminines. Et l'Union Interparlementaire de les inciter à prendre les mesures adéquates pour parvenir à un partage plus équitable du pouvoir entre hommes et femmes. Et de reconsidérer la place de la femme dans les médias et le financement par les partis des campagnes électorales de leurs candidates. Ces éléments étant incontournables pour toutes celles qui choisissent de s'engager dans la voie difficile et coûteuse d'une campagne électorale.

Le quota, un moindre mal?

Autre statistique à relever: dans les 43 pays dotés de parlement, où un nombre déterminé, sinon l'ensemble des sièges, sont pourvus par nomination, aucun d'eux ne compte plus de 20% de femmes parlementaires. Faut-il dès lors imposer des quotas pour réta-



Les femmes dans les Parlements 1945-1995

En 50 ans :	1945	1975
Le nombre des Etats souverains et dotés d'un Parlement a septuplé	26 Parlements	115 Parlements
La proportion globale de femmes parlementaires a quadruplé	3,0 % de femmes Députés 2,2 % de femmes Sénateurs	10,9 % de femmes Députés 10,5 % de femmes Sénateurs
La moyenne mondiale record a été atteinte en 1988, avec 14,8 % de femmes Députés	1955 61 Parlements 7,5 % de femmes Députés 7,7 % de femmes Sénateurs	1985 136 Parlements 12,0 % de femmes Députés 12,7 % de femmes Sénateurs
	1995 94 Parlements 8,1 % de femmes Députés 9,3 % de femmes Sénateurs	1995 176 Parlements 11,6 % de femmes Députés 9,4 % de femmes Sénateurs

Carte Union Interparlementaire

blir l'équilibre? «Vaste débat! Tout le monde les déteste par principe, y compris les femmes. Qui n'aiment pas être des femmes-quotas. Néanmoins, il est clair que là où il n'y a pas de quotas, il n'y a souvent pas de place pour les femmes!», conclut Christine Pintat.

Luisa Ballin

Tout ce que vous auriez toujours voulu savoir sur les femmes au parlement sans jamais oser le demander aux partis...

– Selon l'étude de l'Union Interparlementaire, les pays qui ont enregistré la plus forte progression du nombre de femmes au parlement depuis juillet 1995 sont:

Lituanie: 10,4%, Azerbaïdjan: 10%, Espagne: 8,5% et Nouvelle Zélande: 8%

– Les pays qui ont enregistré le recul le plus marqué depuis 1995 en matière de sièges occupés par des femmes: Trinité-et-Tobago: -7,8%; Slovaquie: -6,7%; Nicaragua: -5,6%; Italie: -4%; et Fédération de Russie: -3,1%

– Une fois qu'elles sont candidates, les femmes ont plus de chances que les hommes d'être élues en Afrique et dans les pays arabes, mais l'inverse demeure la règle dans toutes les autres parties du monde. Au sein de l'OSCE, les pays nordiques compris, les candidates ont moins de chances d'être élues au parlement.